



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENGIE ENERGIE SERVICES

1 avenue du Maréchal Juin
78000 Versailles

Références : -

Code AIOT : 0006503218

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement ENGIE ENERGIE SERVICES implanté 1 RUE CIMAROSA 78150 Le Chesnay-Rocquencourt. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection était programmée pour faire suite à la mise en demeure du 07/11/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE ENERGIE SERVICES
- 1 RUE CIMAROSA 78150 Le Chesnay-Rocquencourt
- Code AIOT : 0006503218
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de la société ENGIE ENERGIE SERVICES consiste à produire de la chaleur à destination de consommateurs via un réseau de canalisations et de sous-stations. Ce réseau alimente environ 7500 logements en chauffage et en eau chaude sanitaire.

Sept personnes sont présentes sur site. Hors période de présence, la chaufferie fonctionne en autocontrôle avec appel au personnel d'astreinte en cas d'anomalie de fonctionnement.

La chaufferie fait actuellement l'objet d'un important programme de rénovation, avec mise en place de chaudières provisoires depuis fin mars 2025 pendant les travaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Détection de gaz. - Détection d'incendie (chaufferie provisoire)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.16	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	15 jours
5	Travaux d'entretien et maintenance	AP Complémentaire du 27/01/2012, article 7.4.2 et 7.4.5	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2013, article L511-2 et R181-46	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Installations	Arrêté Ministériel du	Avec suites, Mise en	Levée de mise en

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	électriques - Mise à la terre (chaufferie provisoire)	03/08/2018, article I > 2.7 et 2.8	demeure, respect de prescription	demeure
4	Valeurs limites de bruit et mesure (chaufferie provisoire)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 8.1 & 8.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 21 janvier 2026, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a répondu que partiellement à la mise en demeure du 07/11/2025.

En particulier, l'inspection a constaté que l'exploitant a poursuivi pendant une durée de 38 jours (du 02/12/2025 au 19/12/2025 puis du 24/12/2025 au 12/01/2026) l'exploitation de l'installation classée non conforme à la mise en demeure sur le respect des émergences acoustiques.

Cependant, l'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection que les chaufferies provisoires sont arrêtées et consignées depuis le 12 janvier 2026, que leur démontage par l'entreprise de location est prévu à partir du 2 février 2026, suite à la mise en service de la dernière chaudière pérenne prévue le 26 janvier 2026, les 2 premières nouvelles chaudières pérennes étant déjà en service à date de la visite d'inspection. De facto, à date de la visite d'inspection, la mise en demeure peut donc être considérée comme levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2013, article L511-2 et R181-46
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/09/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2025
Prescription contrôlée : <p><u>Article L511-2 du code de l'environnement :</u> Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations</p>

classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Article R181-46 II du code de l'environnement :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Extrait du courrier de demande de compléments du 11 avril 2025 :

"J'attire donc tout particulièrement votre attention sur la nécessité de respecter les prescriptions applicables des arrêtés ministériels du 3 août 2018 en phase chantier, notamment en ce qui concerne les valeurs limites de rejets atmosphériques et les vitesses minimales d'éjection des gaz."

Article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 7 novembre 2025 : La société ENGIE ENERGIE SERVIVES (ENGIE E.SS) sise 1 avenue du Maréchal Juin 78000 Versailles, exploitant une chaufferie situé rue Cimarosa au Chesnay-Rocquencourt (78150), est mise en demeure, dans le délai de quinze jours à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions du point II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement en produisant un document relatif aux modifications notables suffisamment circonstancié pour établir la conformité et la prise en compte de tous les risques et inconvénients liés à la phase travaux, y compris l'implantation des chaudières provisoires.

Constats :

L'exploitant a transmis un document de porter à connaissance complété, suite aux demandes de l'inspection, en décembre 2025 dans son mémoire en réponse à la mise en demeure.

L'exploitant a fourni une note d'analyse de conformité des chaudières provisoires dans la réponse au point n°1 du rapport d'inspection du 22/09/2025 transmis en octobre 2025. Plusieurs demandes de dérogations ont été demandés sur les articles suivants :

- Article 2.4.2. - Résistance au feu
- Article 2.12. - Isolement du réseau de collecte
- Article 6.2.2. - Hauteur des cheminées
- Article 8.1. - Valeurs limites de bruit

L'équipe d'inspection indique lors de l'inspection ne pas pouvoir instruire ces demandes de dérogation et qu'elles auraient dû être communiquées en amont, avant le début des travaux. L'exploitant indique avoir justifié son choix d'implantation sur le site de la rue CIMAROSA dans le document de porter à connaissance envoyé en décembre 2025 au 1.2.4.f) - Justification de la

localisation de la chaufferie provisoire. L'exploitant explique à l'équipe d'inspection qu'il n'existe pas d'autres emplacements où il est techniquement possible d'installer les chaudières provisoires. La rue CIMAROSA est le seul site d'implantation permettant de disposer :

- d'un accès à un point d'alimentation en gaz naturel suffisamment dimensionnée pour répondre aux besoins de l'exploitation des chaudières provisoires
- d'un point d'accès au réseau de chaleur permettant de supporter le débit de livraison nécessaire à son fonctionnement.

Etant donné qu'à date de la visite d'inspection, les chaudières provisoires ont cessé d'être exploitées, l'inspection propose de lever la mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Installations électriques - Mise à la terre (chaufferie provisoire)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.7 et 2.8

Thème(s) : Autre, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2025

Prescription contrôlée :

2.7. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux exigences réglementaires définies au présent article.

2.8. Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux exigences réglementaires définies au présent article.

Article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 7 novembre 2025 : La société ENGIE ENERGIE SERVICES (ENGIE E.SS) sise 1 avenue du Maréchal Juin 78000 Versailles, exploitant une chaufferie situé rue Cimarosa au Chesnay-Rocquencourt (78150), est mise en demeure, dans le délai de quinze jours à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions de points 2.7 et 2;8 de l'annexe I de l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé en :

- corrigeant les non-conformités relevées sur les installations électriques de l'installation de combustion provisoire et transmettant le rapport de vérification à l'inspection des installations classées ;
- faisant attester de la mise à la terre de l'ensemble des équipements métalliques de l'installation de combustion provisoire le nécessitant, le compte-rendu ou rapport de cette intervention devant être transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

Une vérification des installations électriques de la chaufferie provisoire avait été réalisé par l'organisme Bureau Veritas le 24/09/2025 (rapport de vérification électrique 28464710/1.1.1.R) ; elle mettait en évidence plusieurs non conformités à la norme NF C 15-100-1, dont certaines relatives à la mise à la terre.

Une contre-visite est réalisée le 19/12/2025 pour levée de ces réserves comme l'atteste le rapport 28464710/4.1.1.LR .

L'inspection considère que les réponses apportées par l'exploitant sont satisfaisantes et justifient la levée de la mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Détection de gaz. - Détection d'incendie (chaufferie provisoire)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.16

Thème(s) : Risques accidentels, Détection de gaz. - Détection d'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2025

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre

puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7 de la présente annexe.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Pour les installations dont le dossier de déclaration est antérieur au 1er mars 2023, la disposition concernant la LIE de 30 % s'applique à compter du 1er janvier 2024.

Un dispositif de détection automatique d'incendie équipe les locaux abritant tout type d'installation de combustion ou directement l'appareil de combustion, comme mentionné au point 4.2 de la présente annexe.

Pour les installations dont le dossier de déclaration est antérieur au 1er mars 2023, et qui ne sont pas situées en sous-sol, la détection automatique d'incendie s'applique à compter du 1er juillet 2024.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.13 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 7 novembre 2025 : La société ENGIE ENERGIE SERVICES (ENGIE E.SS) sise 1 avenue du Maréchal Juin 78000 Versailles, exploitant une chaufferie situé rue Cimarosa au Chesnay-Rocquencourt (78150), est mise en demeure, dans le délai de quinze jours à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions du point 2.16 de l'annexe I de l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé en justifiant de l'installation et de la conformité des dispositifs de détection gaz et incendie.

Constats :

Concernant la détection incendie de la chaufferie provisoire, la vérification réalisé par l'organisme Bureau Veritas le 26/09/2025 (rapport de vérification 28464710/2.1.1.R), concluait à un essai non concluant concernant l'asservissement de la coupure électrique suite à la sollicitation de la tête de détection automatique en chaufferie.

La levée de réserves sur ce point a été faite le 09/12/2025 (rapport 28464710/3.1.1.LR).

Concernant la détection du gaz, l'exploitant a présenté des bordereaux de vérification pour les 3 chaudières provisoires réalisés à leurs installations en février 2025 par le loueur Tibbloc. Cependant, les essais ont été réalisés mentionnent 2 seuils de LIE déclenchant des actions, l'un à 20 % et l'autre à 40 % pour chacun des détecteurs (sans que l'exploitant ne puisse préciser quelles actions étaient associées à chacun de ces seuils), et non un unique seuil inférieur ou égal à 30% entraînant automatiquement la mise en sécurité de l'installation. Lors de l'inspection, il est supposé, sans aucune certitude, à la lecture de documents rédigés en anglais, que le seuil de 20% déclenche une alarme prévenant l'exploitant et que le seuil de 40% déclenche la mise en sécurité de l'installation.

L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier pourquoi le seuil déclenchant la mise en sécurité de l'installation était réglé à 40% de la LIE. Dans ces conditions, l'équipe d'inspection observe qu'une détection de gaz à 31% de la LIE n'entraîne pas la mise en sécurité de l'installation, ce qui

constitue donc une non-conformité à la prescription applicable.

L'équipe d'inspection a également demandé le plan de l'implantation des différents détecteurs. Deux détecteurs gaz et un détecteur incendie sont bien présents dans chacune des chaufferies provisoires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Du fait de l'arrêt définitif des chaudières provisoires au sein de cet établissement, la mise en demeure peut être considérée comme levée à date de l'inspection.

Il est néanmoins demandé à l'exploitant de justifier du réglage du seuil de détection entraînant la mise en sécurité de l'installation, ces chaudières mobiles étant amenées à être utilisées sur d'autres chantiers et relevant nécessairement de la législation des installations classées du fait de leur puissance unitaire de 5 MW.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Valeurs limites de bruit et mesure (chaufferie provisoire)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 8.1 & 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2025

Prescription contrôlée :

8.1. Valeurs limites de bruit

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A, notés LAeq, du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (installation à l'arrêt) ;
- zones à émergence réglementée :
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
 - les zones constructibles, à l'exclusion des zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés dans les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date

de la déclaration et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion des parties extérieures des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Pour les installations de combustion existantes déclarées avant le 1er janvier 1997, la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté. L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou solidiens susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel (hors fonctionnement de l'installation) dépasse ces limites. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

8.4. Mesure de bruit

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 7 novembre 2025 : La société ENGIE ENERGIE SERVICES (ENGIE E.SS) sise 1 avenue du Maréchal Juin 78000 Versailles, exploitant une chaufferie situé rue Cimarosa au Chesnay-Rocquencourt (78150), est mise en demeure, dans le délai de quinze jours à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions du point

8.1 de l'annexe I de l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé en mettant en place des solutions acoustiques complémentaires puis en réalisant de nouvelles mesures d'émergence au niveau de la résidence située 1 square des Alizés au Chesnay-Rocquencourt.

Constats :

L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de mesures acoustiques complémentaires autres que celles qui avaient été présentées lors de la visite d'inspection du 11/09/2025.

L'exploitant indique qu'un silencieux a été installé sur la chaudière 343 le 02/10/2025, qui n'était pas en fonctionnement durant l'été.

L'ensemble des actions acoustiques mises en place sont :

- 3 mesures acoustiques réalisé le 10/04/2025, le 07/05/2025, et le 24/07/2025 ;
- mise en place de bâches acoustiques autour des pompes, sur les barrières de chantier, autour du tuyau gaz (réalisé la semaine du 07/04/2025) ;
- capotage des cheminées (réalisé la semaine du 19/05/2025) ;
- réglage des fréquences des harmoniques avec une baisse des fréquences hautes sur les pompes (réalisé la semaine du 19/05/2025) ;
- mise en place de plaques en téflons sous les containers et pompes pour absorber les vibrations (réalisé la semaine du 19/05/2025) ;
- capotage des pompes intérieures (réalisé la semaine du 23/06/2025) ;
- capotage des pompes extérieures (réalisé la semaine du 23/06/2025) ;
- installation de silencieux (réalisé le 2 juillet pour les chaudières 342, 344 et le 2 octobre pour la chaudière 343).

L'inspection a demandé à voir le registre des plaintes: celui-ci n'en révèle pas de nouvelles depuis août 2025. L'exploitant indique également que la mission de médiation de chantier continue.

Par ailleurs, l'exploitant indique que les chaufferies provisoires sont à l'arrêt, consignées et arrêtées électriquement depuis le 12 janvier 2026.

Les chaudières ont été arrêtées le 19 décembre 2025, puis remises en fonctionnement entre le 24 décembre 2025 et le 12 janvier 2026 lors des vagues de froids importantes.

A date de la visite d'inspection, le démontage des chaudières provisoires est prévu à partir du 2 février 2026.

A date de la visite d'inspection, l'ensemble des chaudières pérennes sont annoncées en fonctionnement à partir du 26 janvier 2026.

Par conséquent, l'inspection constate que le terme de la mise en demeure arrivait au 02/12/2025, que l'exploitant a poursuivi pendant 38 jours l'exploitation des chaudières provisoires, sans avoir procédé à une nouvelle mesure d'urgence ni mis en œuvre de solutions acoustiques complémentaires permettant de respecter les valeurs limites d'urgence admissible.

L'inspection considère donc que l'exploitant n'a pas respecté les obligations liées à la mise en demeure, qui peut néanmoins de fait être considérée comme levée à date de l'inspection du fait de l'arrêt définitif des chaudières provisoires au sein de cet établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Travaux d'entretien et maintenance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2012, article 7.4.2 et 7.4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux d'entretien et maintenance

Prescription contrôlée :

7.4.2 Consignes d'exploitation et de sécurité destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. [...]

Constats :

L'exploitant indique que les chaufferies provisoires sont consignées et arrêtées électriquement. L'équipe d'inspection demande à voir les bordereaux de consignation. L'exploitant ne les trouve pas et indique qu'il y a dû avoir un oubli des employés lors de la consignation. Concernant l'arrêt électrique, l'exploitant n'a pas pu fournir de document l'attestant, et indiqué que le document se trouvait dans le local électrique, où il était trop dangereux de se rendre pour cause de travaux. L'inspection a constaté visuellement la consignation de l'arrivée de gaz des chaudières provisoires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la visite d'inspection, la gestion des consignations ne respectait pas pleinement les règles établies.

Il est demandé à l'exploitant de fournir ses procédures écrites relatives à la gestion des consignations électriques et des fluides au sein de son établissement, ainsi que de préciser si des

axes d'amélioration ont été identifiés pour assurer le respect de ces procédures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois